

## Alain Lambert : « Oui, je voterais Hollande si... »

Partisan de Sarkozy en 2007 rallié à Bayrou pour 2012, cet ancien UMP votera au second tour «sans problème de conscience», pour celui qui défendra le mieux l'euro

Ancien ministre UMP délégué au Budget du gouvernement Raffarin de 2002 à 2004, partisan de Sarkozy en 2007, Alain Lambert a retrouvé ses racines centristes et s'engage pour 2012 avec François Bayrou au MoDem. Il est également candidat aux législatives à Paris, dans la circonscription où s'affrontent bruyamment François Fillon et Rachida Dati...

Pourquoi lâcher Sarkozy que vous souteniez en 2007, pour Bayrou ?

L'UDF était ma famille d'origine avant la création de l'UMP. Nous avons eu, avec le président Sarkozy, des désaccords assez profonds sur la gestion des finances publiques et il m'est devenu impossible de le soutenir pour le renouvellement de son mandat. Je suis donc allé tout naturellement vers Bayrou.

Pourquoi n'avez-vous pas soutenu Bayrou en 2007 ?

Parce qu'il me semblait que Sarkozy pouvait mettre toute son énergie au service du redressement des finances publiques qui étaient déjà assez dégradées et menaçaient la compétitivité du pays. Pour sa défense, il a eu à traverser la crise qui n'est pas terminée, mais je pense que nous aurions pu mieux tenir les dépenses publiques si nous avions appliqué les recommandations que j'avais alors faites dans la campagne de Nicolas Sarkozy à laquelle je participais.

Sur quoi Sarkozy s'est-il trompé ?

Je pense qu'il a été insuffisamment attentif à la relation qu'un Président doit nourrir avec

les Français. Probablement, ne s'est-il pas rendu compte que sa personnalité était peut-être un peu brutale. Peut-être n'a-t-il pas manifesté suffisamment d'empathie à l'égard des Français qui, inconsciemment, espéraient une sorte de « Chirac » efficace et déterminé. Ils ont découvert une personnalité parfois trop spontanée et pas toujours ordonnée. Les Français attendent que leur Président se comporte en bon père de famille et les protège.

Son engagement face à la crise financière vous a-t-il convaincu ?

J'ai été plus convaincu par Jean-Claude Trichet, le patron de la Banque centrale européenne. Les opérations de communication ne tiennent pas lieu de sauvetage des situations de détresse comme celle dans laquelle nous sommes. Sarkozy ne semble pas conscient qu'il sera jugé sur sa capacité à tenir les dépenses en France.

On le sent pourtant très engagé.

Nous vivons une tragédie et l'idée que l'on peut résoudre les problèmes en dépensant davantage est mortelle. Observez l'horreur de cette jeune fille violée et brûlée. Le Conseil des ministres dès le lendemain adoptait une nouvelle loi. Il eut mieux valu chercher les failles du système. Cette fébrilité va à l'encontre du calme et du sens élevé de la responsabilité attendus du plus haut niveau de l'Etat.

L'UMP a-t-elle changé depuis que Copé en est le secrétaire général ?

Copé n'est pas de la même génération que Sarkozy mais il copie son modèle. Ce sont des personnalités au talent que j'envie, capables de clouer sur place tous leurs concurrents sur un plateau de télé. Cependant

leur confierait-on l'avenir de nos enfants si on était sur le bord de notre tombe ? Personnellement, entre Sarkozy et Juppé, je confierais plutôt mes enfants à Juppé.

Vous rallier à Bayrou, c'est peut-être vous engager implicitement à voter Hollande au second tour.

Pour le second tour, si Bayrou n'y est pas je regarderai le candidat qui m'offre les meilleures garanties pour la défense de l'euro. Si Hollande m'offrait plus de garanties que Sarkozy, je n'aurais pas de problème de conscience pour voter Hollande mais, à ce jour, je doute qu'il puisse m'offrir ces garanties-là. Une alliance avec des partis qui souhaitent l'échec de l'euro m'interdit tout soutien.

Que pensez-vous du début de campagne de Hollande et Joly ?

Ce début est destructeur pour Hollande. S'il ne met pas fin rapidement à cette impression d'improvisation, il peut perdre la crédibilité qu'il avait acquise à l'occasion des primaires. Il ne peut pas être l'otage des Verts qui n'intègrent pas les contraintes du gouvernement pour accepter les compromis inévitables.

**PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ  
FOURNON**